

"Louange à Dieu.

Prière et Salut sur le Prophète, Sa Famille et Ses Compagnons.

Mesdames et Messieurs les honorables parlementaires.

Nous inaugurons aujourd'hui la présente année législative dans un contexte foisonnant de réalisations, permettant d'envisager sous les meilleurs auspices les nombreuses échéances à venir et d'affronter avec assurance et optimisme les défis multiples et variés qui ne manqueront pas de surgir.

Nous entamons donc la dernière année de la législature de la Chambre des représentants, en prélude à une nouvelle législature marquée, celle-là, par le renouvellement des institutions. Ceci nous interpelle pour procéder, l'espace d'une pause, à un exercice introspectif objectif ou un examen de conscience sans complaisance, et avec toute la sagesse et la circonspection qui s'imposent en pareilles circonstances.

Nous entendons ainsi préserver nos acquis et conforter les atouts accumulés dans notre parcours sur la voie de la démocratie et du développement. Aussi devrions-nous identifier les dysfonctionnements et autres défaillances et y apporter les remèdes nécessaires.

Ce parcours est ardu et long. Il est sans fin, car la démocratie et le développement constituent, pensons-Nous, deux chantiers de règne, concomitants et complémentaires. Au-delà des procédures, des structures et des équipements, ils sont, avant tout, l'expression concrète d'une ambition nationale partagée et la manifestation tangible de Notre doctrine du pouvoir, dans son acception globale qui laisse aux citoyens toute latitude pour s'impliquer dans les causes majeures de la nation et pour s'investir dans les grands projets et réformes structurants du pays.

Cette démarche judicieuse nous a permis de réaliser, grâce en soient rendues à Dieu, des réformes hardies et d'obtenir, pour les grands dossiers de la nation, de précieux acquis largement reconnus et acclamés. Pour n'en citer que les plus saillants, Nous rappellerons l'adoption du Code, novateur et avant-gardiste, de la Famille, la consolidation des droits de l'Homme dans le cadre d'un processus consensuel de réconciliation et d'équité, la réhabilitation de l'Amazigh et l'élargissement de l'espace des libertés publiques, en vue du renforcement de l'Etat de droit, ainsi que le lancement de l'ambitieuse et prometteuse Initiative nationale pour le Développement humain (INDH). Ces projets et réformes procèdent, tous, d'une conception globale de la promotion des droits de l'Homme, dans leurs dimensions politique, économique, sociale et culturelle.

Nous avons engagé ces réformes profondes, en mettant au point des solutions novatrices et originales issues d'une volonté nationale sincère, et en faisant preuve de toute la patience et la circonspection voulues, afin de faire mûrir ces réformes et de les faire adopter par les différentes composantes de la nation, en tant qu'expression de la volonté collective des Marocains.

Telle est la voie démocratique que nous avons empruntée pour assurer la plus large participation nationale et susciter la plus forte adhésion locale à la mise en place d'un projet d'autonomie pour nos provinces du Sud, propre à apporter au conflit artificiel suscité autour de leur marocanité, une solution politique consensuelle et définitive, dans le cadre de la souveraineté du Royaume, de son unité nationale et de son intégrité territoriale.

Nous sommes fermement déterminé à aller de l'avant dans la consolidation de notre option démocratique qui est, du reste, irréversible du fait des garanties fondamentales et solides qui font la force de notre pays et dont Nous sommes le dépositaire, indépendamment des changements de circonstances et de majorités.

Ces garanties sont, au premier chef, l'unanimité nationale sans faille autour des constantes et des valeurs sacrées de la nation, ainsi que le large consensus autour de nos options de base.

Grâce à Notre ferme volonté politique de consolider notre édifice démocratique, et aux mécanismes institutionnels que Nous avons mis en place à cet effet, Nous avons accompli moult réalisations, à coups de réformes politiques profondes, dans le cadre du processus de consolidation de l'Etat de droit. Tant et si bien que notre pays s'est érigé en modèle cité en exemple en matière d'évolution démocratique.

Nous sommes résolu à poursuivre Notre action avec la sérénité, la sagesse, le discernement et l'engagement nécessaires, pour répondre à toutes les exigences d'innovation, de développement et de mise à niveau de notre système institutionnel.

Car, en effet, la démocratie authentique, n'est pas une recette toute faite, mais plutôt une construction graduelle, par étapes, nécessitant engagement responsable, courage et abnégation. Elle repose fondamentalement sur la participation populaire, la crédibilité des institutions et leur degré de participation à la consolidation de la bonne gouvernance et la concrétisation du développement humain.

Nous voulons, dans la perspective des prochaines échéances électorales, adresser à toutes les parties prenantes dans la pratique démocratique, notamment l'électorat, les partis politiques et les pouvoirs publics, des messages clairs :

Aux citoyens, Je dis : la citoyenneté responsable exige une participation positive à tous les volets de la vie nationale. Voilà pourquoi on n'attend pas de vous seulement d'exprimer vos suffrages, ni de concevoir la politique comme un exercice qui dure le temps d'un scrutin, ou comme une profession partisane réservée à l'usage exclusif de la classe politique. En fait, ce que l'on attend de vous, c'est une implication forte et constante dans l'action politique engagée, à tous les niveaux du processus démocratique et dans tous les chantiers voués au développement.

Convaincu, par ailleurs, qu'il ne peut y avoir de démocratie représentative sans partis, Nous appelons les formations politiques, à l'heure où elles se lancent dans la course aux prochaines élections législatives, à faire preuve de respect à l'égard des électeurs et à leur tenir le langage de la clarté et de la vérité. Nous les engageons aussi à choisir ceux et celles qui sont jugés les plus aptes à assumer la responsabilité de la députation, tant il est vrai que le Parlement est le cœur battant de la démocratie et constitue la plus haute expression de la volonté populaire. Il appartiendra aussi à ces formations d'aborder dans leurs programmes les grands dossiers de la nation et de proposer, à cet égard, de nouvelles idées et des mécanismes à l'applicabilité avérée. En effet, beaucoup plus qu'une course aux sièges et aux positions, les élections sont, avant tout, une occasion d'émulation entre programmes et projets. Cela requiert de forger des alliances, de nature à favoriser l'émergence d'une majorité homogène et d'une opposition constructive, dans le cadre d'un paysage politique rationalisé et sain.

Dans le même ordre d'idées, Nous appelons notre gouvernement à poursuivre ses efforts et fournir toutes les garanties requises pour des élections libres, transparentes et régulières, et à réunir les conditions d'une compétition loyale, en s'astreignant à une neutralité positive au cours des différentes étapes du processus électoral et en sévissant contre toutes les irrégularités qui pourraient l'entacher.

Nous appelons, par ailleurs, tous les acteurs concernés par le processus électoral à apporter un concours efficient aux efforts visant à moraliser ce processus, à le hisser loin des surenchères oiseuses et stériles et à le prémunir contre tout emploi illégal de l'argent et du pouvoir. Il incombe également à ces acteurs de transcender les calculs personnels et partisans et de faire prévaloir, plutôt, l'intérêt de la patrie et des citoyens.

Mesdames, Messieurs.

Quels que soient nos acquis dans l'édification de la démocratie, tant que celle-ci ne va pas de pair avec le développement humain, elle restera réduite à de simples structures formelles.

Aussi considérons-Nous qu'en assurant les ressources nécessaires à une vie digne, le développement humain constitue le meilleur pilier de l'édifice démocratique. Inversement, lorsque la démocratie permet d'enraciner le sens de l'engagement national, elle s'apparente à une sorte de développement politique effectif qui contribue à impulser le développement humain.

C'est dans cet esprit que Nous avons lancé l'Initiative nationale pour le Développement humain. Loin d'être une action ponctuelle, limitée dans le temps et dans l'espace, l'INDH est, plutôt, un chantier de règne ouvert en permanence, dont le but est de réduire la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale. Ce sont, en effet, ces fléaux qui constituent la vraie préoccupation des citoyens, et représentent les principales entraves à la construction démocratique.

Dans ce cadre, Nous avons tenu à l'adoption, dans le cadre de cette Initiative, d'une nouvelle approche pour le traitement des questions sociales, fondée sur la conjonction, dans le cadre d'un développement solidaire, des enjeux globaux du pays et des préoccupations quotidiennes du citoyen. Le but est d'empêcher que le sort de nos citoyens démunis ou en situation de précarité, ne reste tributaire des vicissitudes de la croissance économique ou de la disponibilité de l'assistance à leur impartir. Le développement humain solidaire consiste, en effet, à assurer aux citoyens les moyens leur permettant de libérer leurs énergies, de se prévaloir de leurs potentialités propres et de se prendre en charge en toute autonomie.

Parce qu'elle est un instrument pour apprendre et mettre en pratique la notion de participation citoyenne, ainsi qu'un chantier central pour la convergence et la mise en cohérence des politiques et des programmes publics, cette Initiative constitue, en soi, une rupture avec les schémas traditionnels de raisonnement et de gestion des affaires publiques. Mieux encore, elle induit de nombreuses autres ruptures, tant au niveau de la planification et du financement qu'au plan de la réalisation, de l'évaluation et de la déconcentration. Ce sont autant de ruptures qui sont de nature à conforter le processus démocratique en cours.

Si les tournées que Nous avons effectuées à travers le Royaume, nous ont permis de nous enquérir des réalisations accomplies et d'identifier

certaines entraves et difficultés qu'il faut aplanir, Nous voulons que cette Initiative suscite un changement de culture et de comportement, tant chez les différents intervenants que chez les bénéficiaires des programmes de l'INDH. Cela devra se faire à travers la consécration des principes de participation, de partenariat et de bonne gouvernance, tant il est vrai qu'ils sont au cœur de la pratique démocratique moderne.

Avec l'aide de Dieu, Nous demeurerons attaché à la concrétisation des vœux de notre vaillant peuple qui aspire à l'édification d'un Maroc fort de son unité, de son essor et de son choix démocratique.

Je veux seulement réformer, autant qu'il me sera possible de le faire. Le secours ne me vient que de Dieu. C'est sur Lui que je compte et vers Lui que je reviens repentant. Véridique est la parole de Dieu.

Wassalamou alaikoum warahmatoullahi wabarakatouh ".

Maroc.ma